



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT – POLICE DE L'EAU

ARRETE PREFECTORAL
PORTANT PRESCRIPTIONS PARTICULIERES A DECLARATION EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT RELATIVES AU SYSTEME
D'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION DE BOISDINGHEM

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS

Vu le Code de l'Environnement, notamment les chapitres IV des titres premiers de ses livres II pour les parties législatives et réglementaires ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 16 février 2017 portant nomination de Monsieur Fabien SUDRY en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu le décret du 21 juillet 2015 portant nomination de Monsieur Marc DEL GRANDE en qualité de Secrétaire Général de la préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/jour de DBO5 ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Artois-Picardie approuvé le 23 novembre 2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2017-10-65 du 20 mars 2017 portant délégation de signature à Monsieur Marc DEL GRANDE, Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

Vu l'avis de l'hydrogéologue agréée en date du 29 avril 2017

Vu le dossier de déclaration déposé par le Syndicat Mixte des Eaux de la Région BOISDINGHEM pour la réalisation du système d'assainissement de l'agglomération de BOISDINGHEM, enregistré sous le numéro 62-2017-00129 et reçu le 20 juin 2017 ;

Vu l'accusé de réception du dossier de déclaration délivré le 27 juin 2017 ;

Vu le récépissé de déclaration délivré le 7 septembre 2017 ;

Vu le porter à connaissance du pétitionnaire sur le projet d'arrêté de prescriptions particulières en date du 4 août 2017 ;

Vu la réponse du pétitionnaire en date du 21 août 2017;

CONSIDERANT que la déclaration du Syndicat Mixte des Eaux de la Région de BOISDINGHEM visée ci-dessus porte sur un système d'assainissement concourant à la collecte et au traitement des eaux usées issues de l'agglomération d'assainissement de BOISDINGHEM ;

CONSIDERANT qu'il convient de fixer des prescriptions de nature à assurer un niveau de protection des eaux souterraines suffisant ;

CONSIDERANT qu'il convient de satisfaire aux valeurs de rejets imposées par l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/jour de DBO₅ ;

CONSIDERANT que les prescriptions de l'hydrogéologue agréé doivent être respectées compte tenu de la proximité du captage d'eau potable de MORINGHEM ;

CONSIDERANT que les dispositions relatives à l'autosurveillance du système d'assainissement doivent être renforcées ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;

ARRETE

Article 1 – Objet de la Déclaration

Est déclaré, dans les conditions fixées par le présent arrêté et dans le respect des objectifs retenus, l'ensemble du système d'assainissement concourant à la collecte et au traitement des eaux usées issues de l'agglomération d'assainissement de BOISDINGHEM conformément aux dispositions présentées dans le dossier de déclaration déposé le 20 juin 2017 par Monsieur Jacques BACQUET président du Syndicat Mixte des Eaux de la Région de Boisdingham, sis à la Mairie de BOIDINGHEM (62500).

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation du système d'assainissement d'une capacité de 17,3 Kg de DBO₅ sur la commune de BOISDINGHEM, parcelles cadastrées ZB n° 1 devront respecter les dispositions présentées dans le dossier de déclaration déposé par M. Jacques BACQUET et dans l'avis de l'hydrogéologue agréé du 29 avril 2017.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement. Les rubriques concernées de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement sont les suivantes :

Rubriques	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R.2224-6 du code général des collectivités territoriales : Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D)	Déclaration	Arrêté ministériel du 21 juillet 2015

Le déclarant peut débiter son opération en respectant les conditions prévues par le présent arrêté et les prescriptions générales définies dans les arrêtés référencés dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent arrêté.

Le service en charge de la police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages.

En application de l'article R.214-40-3 du Code de l'Environnement, la mise en service de l'installation doit intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent arrêté, à défaut de quoi la déclaration sera caduque.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du Code de l'Environnement.

Les agents mentionnés à l'article L 216-3 du Code de l'Environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Article 2 – Impact de l'ouvrage vis-à-vis du milieu récepteur

Risques liés aux travaux

Les travaux se dérouleront en amont d'un champ captant proche du forage d'alimentation d'eau potable de Moringhem. L'entreprise en charge des travaux devra éviter toute pollution sur le site.

Sur les aires destinées à l'entretien des engins ou sur les zones de stockage il est préconisé :

- la réalisation de bacs de rétention pour le stockage des produits inflammables,
- l'enlèvement des emballages usagés,
- la création de fossés étanches autour des installations pour contenir les déversements accidentels,
- l'installation de sanitaires chimiques sur le chantier.

Avant le démarrage des travaux une réunion devra être organisée en présence du maître d'ouvrage, de l'entreprise en charge des travaux et du Syndicat des eaux gérant le captage d'eau potable de Moringhem afin d'établir toutes les dispositions nécessaires à mettre en œuvre en cas de pollution accidentelle, avec notamment l'élaboration d'un plan d'intervention et la définition des dispositifs d'urgences à prévoir. Ces documents seront transmis au service de police de l'eau 15 jours avant le démarrage des travaux.

Pendant la phase de déblai, il est demandé un renforcement du suivi **de routine** de la qualité des eaux sur le forage de Moringhem. Un laboratoire accrédité sera informé et prêt à réaliser les prélèvements et analyses en cas d'urgence.

Les chemins d'accès aux sites créés seront réalisés avec des matériaux inertes ou des matériaux de carrière locale.

Article 3 - Événements exceptionnels

Une vanne d'isolement sera mise en place en amont du bassin d'infiltration. Elle aura pour fonction d'isoler ce bassin en cas de pollution accidentelle.

L'exploitant doit communiquer au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'Eau tout incident de fonctionnement des installations susceptible d'avoir un impact sur le milieu récepteur et mettre en œuvre, sans délai, les moyens nécessaires au retour à une situation normale.

Toutes dispositions doivent être prises pour que les pannes n'entraînent pas de risque pour le personnel et affectent le moins possible la qualité du traitement des eaux.

Des dispositions de surveillance renforcées doivent être prises par l'exploitant, lorsque des circonstances particulières ne permettent pas d'assurer la collecte ou le traitement complet des effluents. Il en est ainsi notamment en cas d'accidents ou d'incidents sur la station ou de travaux sur le réseau.

L'exploitant doit estimer le flux de matières polluantes rejeté au milieu dans ces conditions et évaluer son impact sur le milieu récepteur. Cette évaluation porte au minimum sur le débit, la DCO, les MES, l'azote ammoniacal et l'oxygène dissous aux points de rejet dans le milieu récepteur.

Un compte rendu d'intervention devra être rédigé et fourni au service de police de l'eau comportant a minima les données suivantes : période concernée, consistance de l'opération ou de la modification, caractéristiques des déversements (flux, charge), respect des engagements, impact sur le milieu récepteur et synthèse des mesures compensatoires effectives.

Le personnel doit avoir reçu une formation adéquate lui permettant de gérer les diverses situations de fonctionnement de la station d'épuration.

Article 4– Autosurveillance de l'unité de traitement

Par dérogation à l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/jour de DBO5 ; les analyses entrée et sortie de station, sur échantillons moyens sur 24H non filtrés, seront réalisées selon les fréquences renforcées suivantes :

Paramètres	Nombre d'échantillons/an	Nombre maximum d'échantillons non conformes
Débit	4	<i>Sans objet</i>
MES	4	1
DCO	4	1
DBO5	4	1
NTK	4	1
NH ₄ (**)	4	<i>Sans objet</i>
NO ₂ (**)	4	<i>Sans objet</i>
NO ₃ (**)	4	<i>Sans objet</i>
Pt	4	<i>Sans objet</i>
pH	4	<i>Sans objet</i>

(**) Les mesures amont des différentes formes de l'azote peuvent être assimilées à la mesure de NTK.

Article 5 – Information du service en charge de la police de l'eau

Le service chargé de la police de l'eau du système d'assainissement de BOISDINGHEM est la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du PAS-DE-CALAIS.

Le programme annuel de mesures est adressé avant le 1^{er} décembre de l'année précédente au service de police de l'eau et à l'Agence de l'Eau.

Les résultats d'autosurveillance des systèmes de collecte et de la station d'épuration sont transmis mensuellement et dans un délai d'un mois à l'Agence de l'Eau et au service de police de l'eau.

La transmission doit se faire au format SANDRE.

Un bilan annuel des contrôles de fonctionnement du système d'assainissement est adressé avant le 1^{er} mars de l'année suivante au service de police de l'eau et à l'Agence de l'Eau et comprendra entre autre :

- la synthèse de l'autosurveillance du système de traitement et du suivi des piézomètres,
- l'évolution du taux de raccordement,
- les autorisations de déversement,
- les principaux travaux réalisés sur le système d'assainissement,
- les principaux travaux à réaliser.

Un registre comportant l'ensemble des informations exigées par le présent article sera mis à la disposition du service de police de l'eau et de l'Agence de l'Eau et conservé pour une période d'au moins 5 ans.

Article 6 – Modification de l'autorisation

En application de l'article R.214-40 du Code de l'Environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration, notamment en cas :

- d'augmentation des débits et/ou charges à traiter,
- d'évolution de la filière de traitement des eaux,
- d'évolution de la quantité ou de la qualité des boues ou sous produits.

Le préfet pourra également, à tout moment, imposer de nouvelles prescriptions sur le fondement du troisième alinéa du II de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement.

Article 7– Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 – Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense pas du respect des autres réglementations.

Article 9 – Publicité

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de BOISDINGHEM pendant une durée minimum d'un mois. Le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins de M. le Maire de BOISDINGHEM.

Un exemplaire du dossier de déclaration sera transmis en mairie de BOISDINGHEM.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site Internet de la Préfecture du Pas-de-Calais pour une durée minimale de six mois.

Article 10 – Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille dans les délais prévus à l'article R.181-50 du même code :

1° Par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie de BOISDINGHEM dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Article 11 – Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais et Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le président du Syndicat Mixte des Eaux de la Région BOISDINGHEM et dont copie sera adressée aux personnes ci-dessous mentionnées :

- Monsieur le Maire de BOISDINGHEM
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Hauts de France ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais(SDE) ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de Santé des Hauts de France ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Eau Artois Picardie ;
- Monsieur le Président de la CLE du SAGE de l'Audomarois ;
- Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Région de BOISDINGHEM .

Arras, le 18 SEP. 2017

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Marc DEL GRANDE